

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 2 MAI 2016

SOMMAIRE

- 1) L'Ange Noir
- 2) Monsieur Propre
- 3) Inquiétude pour les médecins
- 4) Sa bastonne dur dur
- 5) " L'appel des 100 "
- 6) Quelqu'un va y passer !
- 7) Tant mieux...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Le FN fait pire que les autres" : ces élus frontistes qui déchirent leur carte



Adhésion
2016



Estelle Gross
Journaliste

"8 à 10%" des élus du parti de Marine Le Pen ont claqué la porte. L'"Obs" donne la parole à ces déçus du Front national.

C'est un phénomène suffisamment significatif pour que la direction du FN s'en inquiète : depuis des mois, de nombreux élus "bleu marine" des dernières municipales, départementales ou régionales, quittent le parti. A Nanterre, une mission vient d'ailleurs d'être diligentée pour diagnostiquer l'étendue de ces départs.

Aujourd'hui, le FN compte près de 1.600 élus municipaux, 358 conseillers régionaux, 62 conseillers départementaux et 27 parlementaires (députés européens, deux députés et deux sénateurs). Combien sont-ils à avoir rendu leur carte ? Combien de défections ? Certains évoquent jusqu'à 15% d'élus qui auraient rendu leur carte. "Maximum 8 à 10%", jauge Jean-Lin Lacapelle, le secrétaire national aux fédérations et à l'implantation. Cela pourrait donc concerner entre 160 et 200 élus sur un total de plus de 2.000. Un chiffre non négligeable ! "Il y a eu quelques départs liés à des querelles de personnes mais nous avons beaucoup de ralliements qui rendent l'équation neutre voire positive !" veut-il croire, tout en concédant "une érosion chez les élus municipaux".

La dernière en date a eu lieu dans le Var il y a quelques semaines. La maire du Luc a démissionné de son poste. Dans une lettre ouverte, Patricia Zirilli a expliqué ainsi sa décision :

"Je démissionne à cause des pressions d'une équipe qui n'arrive pas à se projeter, qui me reproche de 'ne pas être assez FN', Leur seule motivation pour Le Luc : enlever un drapeau européen, augmenter leurs indemnités, etc."

Avant elle, des dizaines d'autres élus déçus avaient décidé de rendre leur carte du parti à la flamme. A "l'Obs", plusieurs d'entre eux expliquent pourquoi ils sont partis et où ils envisagent leur avenir politique.

J'ai honte, c'est la plus grosse connerie de ma vie



**Patrice Hainy,
élu municipal à Hayange (Moselle).**

Patrice Hainy est cuisinier dans l'armée. En 2013, il est en colère contre le gouvernement et notamment contre les décisions prises en matière de budget pour la Défense. "Je suis plutôt de gauche, mais je me suis laissé séduire par le FN", raconte-t-il. Alors, quatre mois avant le début de la campagne pour les municipales, il saute le pas et se voit immédiatement proposer une place sur la liste conduite par Fabien Engelmann pour la mairie d'Hayange en Moselle.

Patrice Hainy s'inquiète : le mandat d'élu municipal, il n'y connaît pas grand-chose. "Personne n'avait fait de politique auparavant mais on nous a dit qu'on aurait des formations." Il n'en verra pas la couleur. Arrive le scrutin. Fabien Engelmann l'emporte et Patrice Hainy intègre l'équipe municipale. C'est là que les ennuis commencent.

Adjoint aux sports, il transmet à l'édile la proposition que lui fait une professeure de danse orientale de mettre en place un atelier. "On cherchait justement des activités périscolaires, ça plaît beaucoup aux enfants, mais le maire m'a répondu : 'Ce n'est pas compatible avec le Front national, t'as qu'à lui dire qu'il n'y a pas de salle'. Mais moi je ne sais pas mentir", raconte-t-il. "Le maire a aussi demandé à faire déplacer les commerçants algériens sur le marché", dit-il.

La goutte d'eau, à ses yeux, a été l'éviction de la première adjointe Marie Da Silva, "soi-disant parce qu'elle ne faisait pas son travail". Au

conseil municipal, Patrice Hainy vote pour le maintien de sa collègue. Mais, s'empporte-t-il, "on ne retrouve pas mon vote dans le résultat !"

Écœuré, il se retire du groupe FN et rend sa carte comme deux autres adjoints. Mais il continue à siéger à la mairie et à l'agglomération. "La majorité ne s'exprime pas, observe-t-il. A l'exception du maire". Ce dernier "accepte tout en douce de la part de l'agglomération, mais rien publiquement." Désormais, Patrice Hainy aimerait rejoindre la gauche.

"Au niveau de l'Etat, les socialistes font beaucoup de conneries, mais ici, ils font de belles choses."

Pourtant, "la gauche ne lui fait pas de cadeau", regrette-t-il. On lui a expliqué poliment que son passage au FN rendait les choses compliquées... Quant à ses anciens amis frontistes, ils ne sont pas plus tendres. "On m'a même explosé mes pneus !" dit Patrick Hainy. Un coup, selon lui, d'anciens camarades du parti.

Jean-Marie Le Pen a été évacué de force



**Franck Sailleau,
élu municipal à
Ballancourt-sur-Essonne (Essonne).**

Convaincu que l'élection de Marine Le Pen à la tête du Front national marque un tournant pour la formation d'extrême droite, et jugeant que la gauche a "abandonné totalement le combat pour

la laïcité", Franck Sailleau s'engage au FN en 2011. L'année suivante, il est candidat aux législatives puis tête de liste pour les municipales en 2014 à Ballancourt-sur-Essonne. Il devient conseiller municipal.

Mais au courant de l'été 2015, l'affaire Jean-Marie Le Pen éclate : refusant de retirer ses propos sur "le détail de l'histoire", le fondateur du FN est menacé d'exclusion par sa fille. Si Franck Sailleau "n'a jamais été sur la ligne" du leader d'extrême droite, il est "extrêmement choqué" par la façon dont se sont déroulés les événements.

"Il a été évacué par la force", estime cet informaticien de 34 ans, contestant les résultats du référendum interne sur l'exclusion de Jean-Marie Le Pen "digne d'une République bananière" : "Les rangs du FN grossissent de militants avides de plus de démocratie. Mais dans les faits, les pratiques vont en sens inverse."

Franck Sailleau a également du mal avec "l'idolâtrie" ambiante. "J'ai été très naïf avec le recul", conclut celui qui s'est désormais tourné vers le parti de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France. "C'est un mouvement de moindre envergure mais qui veille à travailler sans violence."

Le FN fait pire que les autres partis



**Jean-Jacques Guitard,
élu municipal à Beausoleil
(Alpes-Maritimes).**

Initialement membre du SIEL, groupuscule

d'extrême droite fondé en 2011 par Paul-Marie Couteaux, Jean-Jacques Guitard rejoint d'abord le Rassemblement Bleu Marine avant de prendre sa carte au FN peu avant les élections municipales de 2014. Ce cadre dans une société financière de 56 ans décide alors de présenter une liste à Beausoleil dans les Alpes-Maritimes.

"Je n'ai pas eu beaucoup d'assistance du mouvement pour une campagne difficile mais nous avons réussi à avoir cinq élus."

Quand viennent les élections régionales, Jean-Jacques Guitard est approché pour rejoindre l'équipe de campagne de Marion Maréchal-Le Pen. Avec d'autres, il déjeune avec la candidate en juin 2015 à Nice. Le 2 juillet, il est même invité à se joindre à la première réunion de campagne. Mais entre-temps, c'est la douche froide : Jean-Jacques Guitard découvre qu'Olivier Bettati, transfuge de l'UMP, est tête de liste FN dans son département !

Le choix passe mal, très mal. Dans une lettre ouverte à la candidate, il exprime son refus. Dans un mail que "l'Obs" a pu consulter, Marion Maréchal-Le Pen lui répond : "A vrai dire, je trouve assez surprenant cette opposition de principe à une candidature d'ouverture. Par le passé, Jean-Marie Le Pen, à de nombreuses reprises, a propulsé des éléments extérieurs qui n'avaient jamais milité sur le devant de la scène."

"Tout ce que le FN reproche aux autres partis, il le fait en pire !", soupire Jean-Jacques Guitard, qui démissionne en septembre 2015 avant de rejoindre l'ennemi juré du FN : la Ligue du Sud de Jacques Bompard.

Pourtant "au fond de moi, je suis un vrai frontiste", dit-il. Jean-Jacques Guitard souligne aussi le flou qui entoure la ligne politique de son ancienne maison : "L'euro, on en sort ou pas ? Les retraites, on fait quoi ?" Il regrette que Marine Le Pen ne soit pas assez "ferme" notamment sur "le grand remplacement".

Je me suis sentie comme un corps étranger

**Clotilde Font,
élue à Perpignan
(Pyrénées-Orientales).**

Elle devait être "le symbole de l'ouverture", en deuxième position sur la liste du candidat à la mairie de Perpignan, Louis Aliot.



Gérante d'une agence immobilière, Clotilde Font a d'abord milité au RPR mais "ne s'est pas retrouvée dans l'UMP".

C'est sur le marché qu'elle rencontre le vice-président du FN. Qui lui propose ensuite d'être sur sa liste. Elue d'opposition à ses côtés, elle est nommée à la tête du Rassemblement Bleu Marine (RBM) dans le département pour "élargir, ramener des gens qui ne sont pas prêts à aller tout de suite au Front". Mais son intégration à elle se passe mal.

"Je suis passée pour une intruse, je me sentais comme un corps étranger."

D'autant qu'Aliot "est souvent absent" et ne "joue pas le rôle de chef d'équipe", raconte-t-elle. "Il avait promis que ceux qui seraient élus aux régionales démissionneraient de l'équipe municipale mais n'a pas tenu sa promesse". La déception s'installe. Puis, à sa grande surprise, Clotilde Font apprend dans la presse que "le RBM va être dissous", une affirmation contredite aussitôt par le secrétaire général Gilbert Collard. "En fait, c'était juste pour m'écarter", estime-t-elle aujourd'hui.

Alors, en février dernier, elle informe Louis Aliot, par ailleurs député européen du Sud-Ouest, qu'elle a l'intention de quitter le groupe à la mairie et à l'agglomération. Ce dernier lui demande alors de démissionner de son mandat. Elle refuse et reste au conseil municipal : "J'ai amené 9 personnes sur la liste donc j'estime que j'ai participé au score." Aujourd'hui, "c'est un soulagement d'être partie du FN", explique-t-elle. Avec d'autres élus déçus, elle a monté le collectif Evolution 66. Pour "peser".

Au moins, à l'UMP, il y avait un dialogue



**Marie-Hélène Pelras,
élue au Soler
(Pyrénées-Orientales).**

"On cherchait un avocat pour mon mari qui ne soit ni de droite, ni de gauche", raconte Marie-Hélène Pelras. C'est ainsi que cette adhérente à l'UMP - depuis sa création - fait la connaissance de Louis Aliot. Le couple, qui dirige une exploitation maraîchère, se lie d'amitié avec le vice-président du FN et rejoint le parti en 2013 à l'approche des élections municipales. Marie-Hélène Pelras mène alors la liste dans la commune du Soler et arrive deuxième derrière l'UMP.

Au sein du FN, elle décide de monter un collectif de 80 femmes "pour faire bouger les choses". Mais, selon elle, "dès que ça a marché, ça ne leur a pas plu". Marie-Hélène Pelras regrette l'absence d'investissement de Louis Aliot. Alors quand les listes départementales commencent à se constituer et qu'elle est pressentie, l'élue municipale est gagnée par le doute, d'autant qu'elle assiste aux "parachutages". Quand elle s'en inquiète auprès de Louis Aliot, il lui répond : "C'est moi le patron." Fin de la discussion. Alors, elle prend sa décision : elle n'ira pas aux départementales et elle quitte le FN (le parti affirme de son côté qu'elle n'a pas été investie en raison de ses antécédents judiciaires). "Il n'y pas de dialogue, pas d'écoute. On ne règle rien, on laisse pourrir". Marie-Hélène Pelras a bien été approchée par Debout la République mais pour elle, "la

politique, c'est fini". Elle a rejoint le collectif : Evolution 66.

"A moins d'un miracle, je voterai blanc en 2017"



**Irina Kortanek,
élue municipale à Bompas
(Pyrénées-Orientales)**

"Quand on dit tête haute et mains propres, il faut se laver les mains de temps en temps !", moque Irina Kortanek. Cette conseillère municipale de la ville de Bompas (Pyrénées-Orientales) qui a toujours voté FN "depuis sa majorité", avant de prendre sa carte en 2007, ne décolère pas.

"Etre simple militante ça me convenait très bien !" Seulement voilà, le FN, en quête de candidat, lui demande en 2008 de se présenter aux cantonales. Elle s'exécute. En 2010, on la pousse aux régionales : "Je ne voulais pas être élue. On m'avait garanti que ce serait le cas, je préfère les échelons où l'on est plus proche des gens." Le score du FN étant plus élevé que prévu, elle est finalement élue et devient conseillère régionale. En 2014, elle mène la liste municipale à Bompas et devient élue d'opposition. Lorsque de nouvelles élections régionales se profilent, Irina Kortanek réitère : elle ne souhaite pas se représenter. Mais, cinq mois plus tard :

"Je découvre que je suis sur la liste, j'ai trouvé le processus plus que cavalier."

Alors l'élue qui ne voulait pas de mandat se fend d'un communiqué de presse pour signifier aux

instances dirigeantes qu'elle "n'est pas un pion". Elle reçoit alors quelques menaces par SMS. "Il ne faut pas dire les choses trop fort au Front national". Le temps file et rien ne se passe. "J'ai demandé la date de mon passage en commission disciplinaire mais je n'ai eu aucune réponse non plus !" Alors elle claque la porte mais conserve son mandat à la mairie de Bompas. "Je trouve ça très bien qu'on ne touche pas d'indemnités, on peut faire de la politique proprement !"

Pour l'instant, si Irina Kortanek dit avoir été approchée par "plusieurs partis de droite", elle préfère en faire à l'extérieur. Et l'année prochaine lors de la présidentielle ? "Sauf miracle, je mettrai un bulletin blanc." Elle raille désormais : "Les gens n'ont pas besoin d'avoir peur du FN." Ce parti est selon elle davantage occupé à "placer les copains et les transfuges" qu'à prendre la défense des "oubliés".

Estelle Gross



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Nicolas Sarkozy tacle Macron et prône le tout-nucléaire

6Medias - lepoint.fr

Dans un long entretien au "Journal du dimanche", le président des Républicains détaille ses propositions écologiques et commente l'actualité politique.

Pas encore candidat, mais déjà des propositions. Dans le Journal du dimanche, Nicolas Sarkozy esquisse un programme écologique. Il en profite pour tacle la politique environnementale de François Hollande. Le ton est offensif et les

positions fermes. La fermeture de Fessenheim ? "Une erreur historique". La part du nucléaire dans la production d'électricité ? "Nous abrogerons l'objectif de ramener à 50 %" L'ancien président de la République se permet même de critiquer le "cynisme" d'Emmanuel Macron. Morceaux choisis.



Nicolas Sarkozy s'attaque à Emmanuel Macron et défend le nucléaire et le gaz de schiste. © AFP/ KENZO TRIBOUILLARD

La fermeture de Fessenheim, une "erreur historique"

Le président des Républicains, qui tiennent une convention sur l'énergie ce mardi, affirme qu'il ne faut pas fermer la centrale nucléaire de Fessenheim. Il fustige "une erreur historique". "À lui seul, le site de Fessenheim fournit notamment l'électricité de toute la région Alsace. Elle rapporte plus de 300 millions d'euros de bénéfices à EDF et elle ne pose aucun problème de sécurité", argumente Nicolas Sarkozy. Il dénonce une "pure tactique électorale" dont le but est de "rattraper désespérément les écologistes". François Hollande a annoncé la signature cette année du décret de fermeture de la centrale. "On est très loin du sens de l'État", juge l'ancien président de la République.

Part du nucléaire : "Nous abrogerons l'objectif de ramener à 50 %"

Mesure phare du candidat Hollande en 2012, l'objectif de ramener à 50 % la part du nucléaire dans la production de l'électricité serait annulé si Les Républicains étaient de retour au pouvoir. "Le nucléaire est un atout pour la compétitivité française. Considère-t-on que la France a trop d'atouts ?" questionne Nicolas Sarkozy. "Il n'y a simplement aucune alternative crédible à l'énergie nucléaire. Il faut donc maintenir le parc actuel et investir pour développer une nouvelle génération de centrales", préconise-t-il précisant que la France est le pays européen qui "émet le moins de gaz à effet de serre".

Ouvrir le capital d'EDF

Face aux difficultés rencontrées par EDF, Nicolas Sarkozy préconise d'ouvrir le capital d'EDF pour "lui permettre d'investir dans son développement : investir dans l'EPR, et notamment en Grande-Bretagne, mais aussi investir pour développer un nouveau modèle de centrales". Il milite pour une ouverture partielle, car le "nucléaire est une activité stratégique".

Favorable au gaz de schiste

Président de la République, Nicolas Sarkozy avait interdit en 2011 les recherches sur cette énergie. Dans l'opposition, le leader des Républicains y apparaît comme favorable. "Les Républicains doivent être la formation politique qui croit au progrès, à la science et au développement (...) Il ne s'agit pas de savoir si l'on est pour ou contre le gaz de schiste, mais de laisser la recherche se poursuivre (...) Au nom de la responsabilité, on étudie d'abord et on prend ensuite les décisions qui s'imposent", détaille le chef de l'État.

"Nuit debout, jour couché"

Pour lui, ils n'ont "rien dans le cerveau". Nicolas Sarkozy persiste et signe dans le JDD sur les militants de Nuit debout. "La vérité, c'est que c'est un mouvement d'extrême gauche qui n'est porteur d'aucune idée constructive. Et que le gouvernement a laissé faire pour des raisons, là encore, purement électorales. Nous payons très cher la faiblesse et la perte d'autorité au plus haut sommet de l'État." Il oppose les Français, "jour debout, nuit couché" avec les militants "nuit debout, jour couché".

Macron, un "cynique"

Comme lui, Emmanuel Macron a défié l'autorité du chef de l'État. Comme lui à l'époque de Jacques Chirac, il a été ouvertement tancé par le président. Nicolas Sarkozy revient sur la "Macronmania". "J'aime ce qui est franc et authentique, ce qui est sincère. M. Macron a été le plus proche collaborateur de François Hollande (...) c'est-à-dire au moment où a été enclenchée et votée la pire stratégie d'augmentation des impôts que la France ait jamais connue (...) Cela fait deux ans qu'il est ministre de l'Économie et qu'il ne cesse pourtant de dénoncer la politique qu'il est en charge d'appliquer. Je pense que c'est du cynisme", tacle le président des Républicains. Et de conclure : "Il vient nous expliquer qu'il n'est pas de gauche. Il est de quoi alors ? Quelle est la couleur du cynisme ?"

III) Loi El Khomri : les médecins s'inquiètent de la suppression de la visite médicale à l'embauche

Les médecins s'inquiètent d'un paragraphe de la loi Travail qui prévoit de supprimer la visite médicale avant l'embauche.

La loi Travail prévoit de supprimer la visite médicale avant l'embauche. De quoi inquiéter les médecins. Dans sa camionnette tout équipée pour les visites médicales, le Dr Jean-Marc Plat fait sa tournée des entreprises. D'abord généraliste, il s'est reconverti dans la médecine du travail il y a 11 ans. Quand il reçoit les ouvriers du bâtiment, le secteur dans lequel il s'est spécialisé, le Dr Plat soigne, mais surtout, il écoute.

Veiller à la sécurité

"Il faut rappeler que le médecin du travail est le seul médecin qui peut faire un lien entre les pathologies et les conditions de travail qui pourraient en être la cause", indique-t-il. La mission du médecin du travail consiste aussi à assurer la sécurité et la prévention sur les chantiers. Deux jours par semaine, le docteur troque alors son stéthoscope contre un casque et un gilet jaune, et de confidant des employés, il devient conseiller des patrons.



JT de 19/20 du jeudi 28 avril 2016

France 3



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Des CRS frappent des manifestants menottés lors de l'évacuation de Nuit debout

MATTHIEU BAREYRE ET THIBAUT DUFAIT

Une vidéo montre des coups assénés par des policiers sur le visage de plusieurs manifestants, alors que ceux-ci ne montrent aucun signe de résistance.

<https://youtu.be/geKfjw9AaRM>

Des coups de poing en plein visage sur des manifestants menottés. C'est ce que l'on peut voir sur cette vidéo tournée dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 avril place de la République à Paris, lors de l'évacuation très musclée de la Nuit debout. Sur les images, on voit clairement quatre coups assénés sur la tête ou le corps de plusieurs manifestants, alors que ceux-ci sont déjà menottés et qu'ils ne montrent aucun signe de résistance.

L'auteur des images pris à partie par les policiers

La vidéo a été tournée par le réalisateur Matthieu Bareyre, qui faisait des repérages place de la République pour les besoins d'un futur film. Contacté par francetv info, il raconte que le rassemblement de Nuit debout, qui se tenait jusqu'alors dans le calme, a dégénéré vers 1h10 lorsque des grenades lacrymogènes tirées par la police se sont abattues sur les occupants de la place.

Les images ont été tournées une demi-heure plus tard, à 1h37, alors qu'il restait encore "plusieurs centaines de personnes sur la place", selon Matthieu Bareyre. Quelques minutes après ces interpellations musclées, "les CRS vont charger et il se va se passer des choses très graves", relate-t-il, affirmant avoir été pris à partie verbalement et physiquement par les policiers, de même que son ingénieur du son.

Après cette nuit agitée, la préfecture de police avait fait état de 27 interpellations, les forces de l'ordre déplorant avoir été victimes de jets de projectiles.



V) "1er Mai, l'appel des 100" : à gauche du PS, on bouge encore

Encore une nouvelle initiative à gauche du PS. "1er mai, l'appel des 100" sortira dans les jours à venir et se veut le début d'une alternative au PS en vue de la présidentielle et des législatives de 2017. Il est signé par des syndicalistes, des associatifs et des politiques d'EELV, du PCF et du PS. "Sans le dire, cela signe aussi la fin de la primaire" et le non-adoubement de Mélenchon, confie l'un des signataires.



Clémentine Autain, Julien Bayou, Noël Mamère, Marie-Noëlle Lienemann et Caroline de Haas. (Montage Reuters/Sipa)

Il en est des initiatives à la gauche du PS comme des échappées dans les courses de vélos : il y en a beaucoup mais on ne sait jamais laquelle arrivera au bout. Alors que la primaire de la gauche et des écologistes, lancée par Yannick Jadot, Thomas Piketty et Daniel Cohn-Bendit, a du plomb dans l'aile, des syndicalistes, des politiques et des intellectuels vont lancer une nouvelle initiative : "1er Mai, l'appel des 100."

Le texte se veut la base d'une alternative de gauche au PS en vue de la présidentielle et des législatives de 2017. Le but est d'aboutir à un socle programmatique commun et à des "mesures d'urgences". "Elles constitueraient notre bien commun pour mener une campagne et construire des candidatures d'unité lors de ces échéances électorales", lit-on dans la dernière version cet appel encore en finalisation.

Mamère, Autain, Dartigolles, Lienemann, Balas...

Selon nos informations, l'appel doit être signé par une centaine de personnalités du monde politique,

syndical et associatif. Y figurent des dirigeants du PCF comme le porte-parole Olivier Dartigolles, Marie-Pierre Vieu ou la dirigeante d'Ensemble, Clémentine Autain. L'appel ne se limite pas à des anciens membres du Front de gauche. On y retrouve aussi des écologistes comme les députés Noël Mamère, Sergio Coronado, Isabelle Attard, le porte-parole d'EELV Julien Bayou, l'eurodéputée EELV Karima Delli ou encore Patrick Farbiaz. Côté socialiste, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, l'eurodéputé Guillaume Balas et Gérard Filoche ont signé.

Des syndicalistes de Sud et de la CGT comme Baptiste Talbot (secrétaire général de la fédération des services publics), Annick Coupé (ancienne porte-parole de Solidaires), Pierre Khalfa (coprésident de la Fondation Copernic), Jean-Paul Dubois (ancien président de Ligue des droits de l'Homme), l'avocate Dominique Noguères, la militante féministe Caroline de Haas, l'opposant au barrage de Sivens Ben Lefetey, l'eurodéputée Marie-Christine Vergiat, l'altermondialiste Gus Massiah se sont joints à cette initiative.

"A rebours des politiques menées actuellement"

"Nous voulons contribuer à la transformation de notre société, par la remise en cause du productivisme et du consumérisme, par la redistribution des richesses (...), à rebours des politiques menées actuellement et sous les quinquennats précédents", lit-on dans leur texte. "On veut une alternative à ce gouvernement sinon on va crever", tranche Marie-Pierre Vieu. L'appel pourrait être distribué au cours de la manifestation du 1er mai. Les organisateurs veulent aussi tenir des réunions dans les toutes les régions entre mai et juin. En creux, c'est aussi le signe que ces signataires ne voient pas en Jean-Luc Mélenchon le candidat naturel de l'alternative de gauche à Hollande.

"Un texte qui sans le dire signe la fin de la primaire"

Mais c'est aussi "un texte qui sans le dire signe la fin de la primaire", reconnaît un participant : "Maintenant, on cherche une autre méthode pour la présidentielle mais on ne donne pas le mode d'emploi... parce qu'on ne l'a pas." La primaire de Jadot, Piketty et Cohn-Bendit est en souffrance. Ses organisateurs ont un nouveau mot d'ordre : "Fini de tergiverser!" Ils voulaient enfin avancer et pour cela ont proposé aux chefs du PS, d'EELV et du PCF une réunion le 3 mai prochain.

L'invitation est partie et pour le moment, elle est restée sans réponse. "Le 3 apparaît impossible pour des raisons d'agendas. Mais nous n'avons pas reçu de réponse officielle des partis à notre interpellation", explique Yannick Jadot.

"Il faut que les partis arrêtent de jouer les faux-culs. EELV et le PCF n'acceptent pas que le gagnant soit le gagnant. Paradoxalement, c'est le PS le plus clair", regrette l'un des organisateurs. Comme un symbole, vers mi-avril, alors qu'une réunion d'organisation se tenait, les mandataires d'EELV ont tout simplement oublié de venir. Preuve qu'ils n'y croient plus beaucoup. "Ils étaient absents et ne nous ont pas prévenus", déplore un participant. "Peut-être avaient-ils piscine?", ironise un dirigeant socialiste qui, lui, avait fait le déplacement.

Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche



VI) Mélenchon sur la violence dans les manifs: "au rythme où on va, quelqu'un va mourir"



Jean-Luc Mélenchon, député européen et candidat à la présidentielle, lors de la manifestation contre le projet de loi Travail à Paris le 9 avril 2016
© JOEL SAGET

"Au rythme où on va, quelqu'un va mourir" dans les manifestations contre la loi travail, a mis en garde le député européen et candidat à la...

"Au rythme où on va, quelqu'un va mourir" dans les manifestations contre la loi travail, a mis en

garde le député européen et candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon, interrogé dimanche sur les violences ayant émaillé les récents défilés, notamment jeudi.

"Au rythme où on va, quelqu'un va mourir parce que la violence est chaque manifestation un peu plus élevée", a lancé M. Mélenchon invité sur France3 en ce 1er mai, nouvelle journée de mobilisation dans la rue contre le texte, en mettant en cause le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

"Nous n'avons aucune gloire à tirer du fait qu'un policier soit grièvement blessé par une pierre, aucune gloire. Ca me fait mal au cœur pour lui, comme pour le même qui a perdu son œil", a détaillé le co-fondateur du Parti de gauche, se montrant soucieux de ne pas opposer policiers et manifestants.

"On doit dire d'abord +un policier qui frappe quelqu'un à terre ou qui tire quelqu'un par les cheveux ou qui fait un tir tendu, se déshonore+. Mais, à l'inverse, les nôtres, en aucun cas ne doivent s'associer à cette violence", a-t-il ajouté.

M. Mélenchon a évoqué "une malveillance absolue du haut commandement de la police", assurant ne pointer "du doigt que le ministre de l'Intérieur". "Ces hommes avec ces uniformes, ce sont des hommes qui obéissent (...) mais quand (...) vous barrez un pont et que vous permettez aux casseurs d'être tranquilles pendant au moins un quart d'heure, alors vous permettez de manière délibérée la violence", a-t-il estimé.

Comme l'avait fait le Parti de gauche samedi, il a demandé à M. Cazeneuve de "rappeler les règles: pas de tirs tendus, pas d'utilisation de flash ball pendant les manifestations, pas de présence de la BAC (brigade anti-criminalité) pendant les manifestations, la BAC n'est ni équipée ni organisée pour ça".

publicsenat.fr

VII) "Il manque près de 40 voix pour obtenir une majorité et voter la loi Travail", s'inquiète le rapporteur du texte



Chamussy/SIPA

La loi travail va passer à compter de demain deux semaines d'une épreuve à risque à l'Assemblée, où malgré la contestation d'une partie de la gauche, les critiques à droite, et la mobilisation depuis deux mois dans la rue, ses défenseurs espèrent une majorité.

Le texte, défendu par la ministre du Travail Myriam El Khomri, avait été revu et corrigé par le gouvernement face aux critiques avant même d'être présenté en Conseil des ministres le 24 mars, deux semaines plus tard que prévu initialement. Il a encore bougé de façon "assez substantielle" entre les mains des députés en commission, selon son rapporteur Christophe Sirugue (PS).

Si les débats, début avril, y ont été, plutôt apaisés, la présidente de la commission des Affaires sociales Catherine Lemorton a prévenu que les députés favorables à un retrait - certains "frondeurs" socialistes, écologistes contestataires et Front de gauche-, se réservaient pour la séance où "ce sera le grand spectacle". La droite, qui regrette la version initiale, à l'unisson du patronat, ne devrait pas être en reste.

Si bien que, selon le rapporteur du texte, interrogé par "Le Parisien", "il manque près de 40 voix pour obtenir une majorité et voter la loi". Selon lui, il sera donc nécessaires d'amender le projet de loi, pour clarifier certains "points durs" du texte.

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com



OU EST
PASSÉE LA
GAUCHE?

Paris se mobilise
DES LOIS

CREATIVE
COLLECTIVE